

**E**n juin 1989, pour la première fois depuis qu'il avait été fondé cinq ans auparavant, l'Institut a été invité à témoigner devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (Chambre des communes), qui tenait alors ses audiences annuelles sur le budget fédéral.

Ces audiences nous ont donné une occasion de rendre des comptes officiellement au parlement et aux contribuables, mais aussi d'être mis au courant des intérêts et des préoccupations des députés de tous les partis, et de présenter la nouvelle orientation à moyen terme que l'Institut était en train d'adopter. Par leurs propos, les membres du Comité, faisant en cela écho à tous les partis de la Chambre, ont manifesté un intérêt solide et soutenu à l'égard de tous les aspects du travail de l'Institut et ils ont émis le vœu que celui-ci réalise



Brian Wood

son mandat en prenant sérieusement en compte les perspectives et les défis qui s'offrent au Canada en cette époque de changements enivrants et toujours plus rapides.

Le plan stratégique adopté par le Conseil d'administration de

l'Institut en juin et octobre 1989 avait exactement le même but, lui aussi : cerner les défis clefs se dessinant sur la scène internationale dans les domaines de la paix et de la sécurité où le Canada et la population canadienne pourraient le mieux apporter des contributions dignes de mention dans les années à venir, et où des travaux à orientation bien définie sont nécessaires pour approfondir les connaissances et la compréhension. J'ai esquissé ces orientations dans l'article qui a paru dans *Paix et Sécurité* à l'automne 1989,

et l'Institut s'emploie depuis à les poursuivre.

À la faveur d'autres orientations stratégiques adoptées à ce moment-là, l'Institut a pu appliquer des leçons apprises au cours de ses cinq premières années d'existence et définir des relations claires et professionnelles avec ses collaborateurs et groupes clients. Un principe fondamental régit en permanence le fonctionnement de l'Institut : celui-ci cherche à soutenir toute une gamme d'institutions et de particuliers de toutes les parties du Canada pour qu'ils amorcent des activités; cet objectif transparait dans la façon dont l'Institut répartit ses ressources.

Si jamais il y eut une année pour évaluer l'efficacité des plans de travail sur la paix et la sécurité dans un contexte imprévisible et fluide, ce fut sûrement l'année 1989-1990. Les changements ont été rapides et profonds, et ils ont influé fondamentalement sur les perspectives mondiales pour la paix et la sécurité ainsi que sur les contributions que le Canada et l'Institut seraient à même de faire dans la conjoncture : jusqu'ici, la nature de ces changements nous a renforcés dans notre conviction qu'il importe d'approfondir nos thèmes dominants. Dans ma première Revue annuelle, parue en janvier 1990 et intitulée «La paix en notre temps ?», j'ai essayé d'esquisser certains des grands axes de l'évolution internationale et d'offrir certaines interprétations et quelques idées que le public canadien aurait avantage à examiner et à débattre.

Le monde a progressé sur le plan de la limitation des armements, et finalement, sur celui de la réduction des arsenaux. Voilà qui est très prometteur, même si toute la question reste problématique! Il faut désormais s'intéresser